

Keynes et ses disciples

1. La notion de chômage involontaire
2. Les trois instruments de la politique keynésienne
3. Keynes : de la contestation au retour en grâce

John Maynard Keynes



Keynes est né en 1883 (année de la mort de Karl Marx) à Cambridge. Son père, John Neville Keynes est professeur dans cette université. Sa mère Florence Ada Brown est un auteur de théâtre à succès et elle s'intéresse de près à la vie sociale et politique (elle sera Maire de Cambridge).

Keynes est un élève brillant qui manifeste très tôt de grandes dispositions en mathématiques.

Pendant ses études à Cambridge il côtoie l'élite de la pensée économique libérale (Alfred Marshall, Arthur Cecil Pigou...) et en 1907 il rentre au service du gouvernement britannique. Il travaille dans le même temps sur son 1^o ouvrage : « Traité sur les probabilités ». Il devient ensuite professeur d'économie à Cambridge et publie en 1913 son 1^o ouvrage d'économie qui lui vaudra une certaine réputation « La monnaie et les finances en Inde ».

Keynes va surtout connaître deux périodes de vie différentes :

- de 1907 à 1929 il mène une vie d'intellectuel à la mode et une vie de bohème autour d'artistes du groupe de Bloomsbury (avec par exemple l'actrice Virginia Woolf et le peintre Duncan Grant avec qui il aura une liaison).

Durant la 1^o guerre mondiale, Keynes est objecteur de conscience. Pour Keynes, à cette époque, l'économie est « une science mineure ». Mais il ambitionne déjà d'élaborer une théorie générale qui permettrait aux hommes de se consacrer à l'essentiel : les arts, la culture et le jardinage.

- à partir de 1929 il s'implique de plus en plus dans la vie politique en dénonçant en particulier les conséquences économiques du Traité de Versailles dans « *Les conséquences économiques de la paix* ». Il annonce déjà les risques de déflation et de chômage.

En 1930 il publie un ouvrage majeur en réaction au début de la crise de 1929 : « Le traité sur la Monnaie »

Mais c'est en 1936 que la révolution keynésienne survient, en pleine crise. Il publie son ouvrage majeur, sans doute l'un des plus importants ouvrages de l'histoire économique : « *La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* ».

Dans cet ouvrage, il explique que le plein emploi n'est qu'une situation particulière de l'économie et qu'il n'y a aucune raison que l'économie y parvienne spontanément.

Il faut donc selon Keynes que les pouvoirs publics interviennent dans l'activité économique pour y parvenir.

Durant toute la guerre il travaillera au service du trésor britannique et il sera le négociateur anglais de la grande conférence de Bretton Woods (Juillet 1944) qui essaie de reconstruire un système économique et financier.

Il décède en 1946 des suites d'une malformation cardiaque. Ses théories susciteront de multiples courants de pensée autour du keynésianisme.

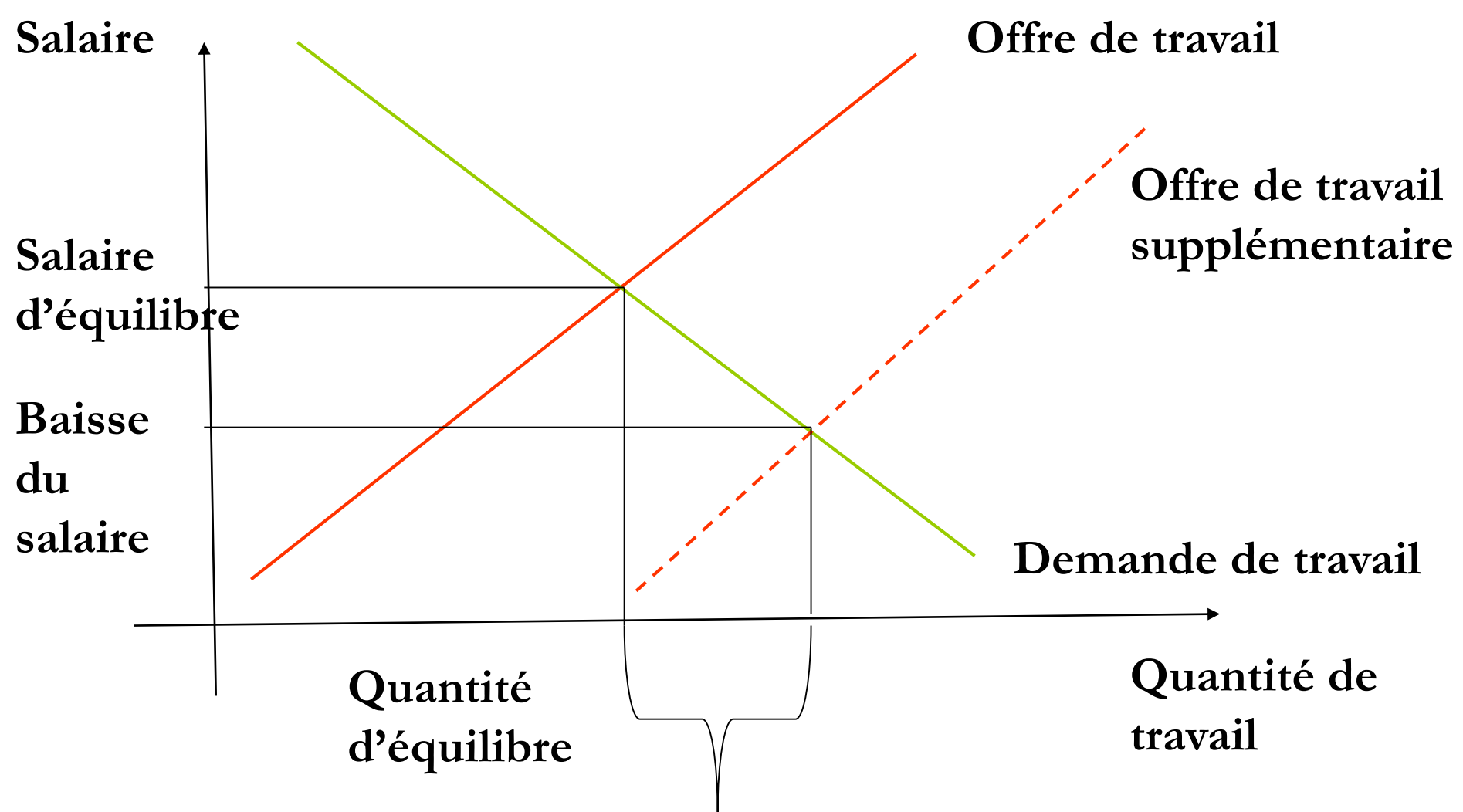
1. La notion de chômage involontaire

Jusqu'à Keynes, et en particulier avec A.C. Pigou (conférence précédente) tout le monde est persuadé que le marché du travail est spontanément à l'équilibre et que les seules personnes qui ne trouvent pas de travail sont celles qui préfèrent se retrouver au chômage.

Avec l'explosion du chômage de masse durant la crise de 1929 l'argument devient assez difficile à soutenir.

Keynes va utiliser exactement l'argument du marché du travail des libéraux pour démontrer l'existence d'un chômage involontaire qui peut être durable.

Keynes va ainsi définir la situation de chômage involontaire comme étant le fait, en cas de baisse du salaire réel, de trouver une main d'œuvre disponible pour travailler, à un niveau de salaire plus faible que le niveau de salaire d'équilibre.



Chômage involontaire : les personnes qui acceptent de travailler pour un salaire plus faible auraient accepté de travailler pour un salaire plus élevé. Si elles ne travaillaient pas, c'est que les entreprises ne leur offraient pas d'emplois

Selon Keynes, la demande de travail est conditionnée par le niveau de la production à réaliser, et non pas par le niveau de salaire proposé : même si un salarié ne coûte pas cher, il ne sera pas embauché si l'entreprise n'a pas besoin de lui.

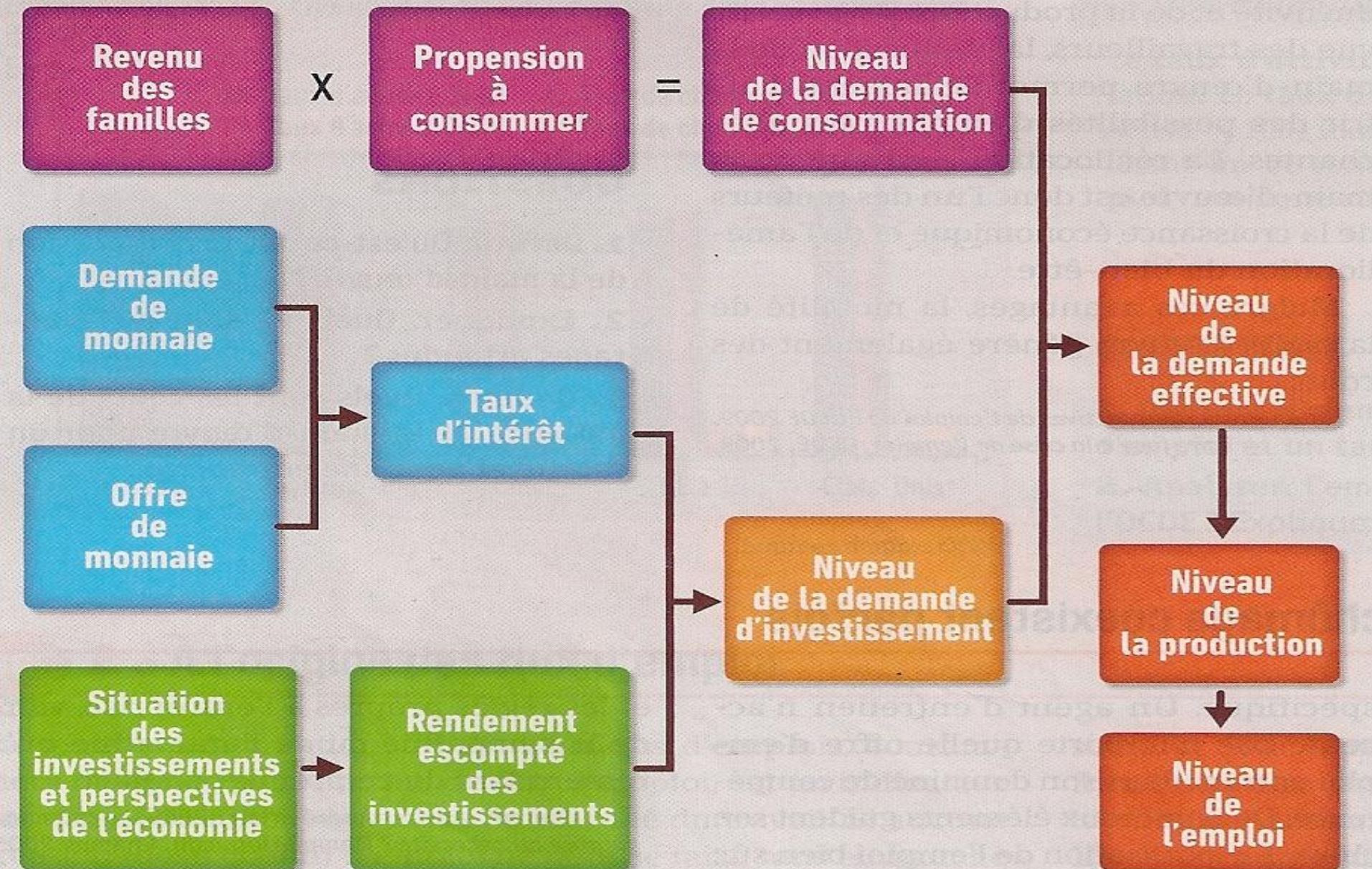
Le niveau de l'emploi offert par les entreprises dépend donc du niveau de la production, et c'est le niveau de l'emploi qui détermine le niveau du salaire et non pas l'inverse.

Pour être clair : si une entreprise a vraiment besoin d'un salarié, elle est prête, dans certaines limites, à payer davantage un salarié.

En sens inverse, si une entreprise n'a pas de débouchés pour sa production elle n'a pas besoin de produire plus, donc elle n'a pas besoin de salariés, même si ceux-ci sont « moins chers ».

Il faut donc agir sur le niveau de la production, donc de la demande, et non pas sur le niveau des salaires.

Le niveau de l'emploi offert par les entreprises dépend donc de considérations économiques.



Mais le problème, selon Keynes, c'est qu'il y a peu de chances pour que le niveau de l'emploi offert par les entreprises corresponde au niveau de l'emploi demandé par les salariés.

Ce niveau correspond en effet à des considérations largement non économiques :

- Comportements sociaux face au travail : exemple du travail des femmes**
- Préférence pour le loisir ou le travail**
- Durée du travail : âge moyen de sortie des études, âge moyen de la retraite**
- Durée légale du travail et durée réelle du travail**
- Comportements démographiques précédents**
- Niveau de l'immigration**

Nous pouvons donc nous trouver dans un situation très durable pendant laquelle :

- les entreprises disposent de suffisamment de travail au salaire d'équilibre**
- mais toutes les personnes qui souhaitent travailler, y compris pour un salaire plus faible que le salaire d'équilibre ne trouvent pas de travail. C'est le chômage involontaire.**

Se dessine alors un cercle très vicieux :

L'excès d'offre de travail fait diminuer le salaire. Cette diminution du salaire fait diminuer la consommation. La demande diminue alors, de même que la production et l'emploi demandé par les entreprises.

Il y a alors encore moins de demande de travail que d'offre de travail, le salaire diminue de nouveau... Cela peut durer longtemps et « *dans le long terme nous serons tous morts* ».

2. Les trois instruments de la politique keynésienne

Pour Keynes, pour lutter contre le chômage, il ne faut pas que ce soit l'offre de travail qui s'adapte à la demande (principe de la baisse des salaires) mais la demande de travail qui s'adapte à l'offre.

Il faut donc inciter les entreprises à embaucher plus que ce qu'elles avaient prévu, et pour cela les inciter à produire plus.

Comme elles produisent en fonction de la demande, il faut que celle-ci progresse jusqu'au niveau du plein emploi.

Pour y parvenir Keynes propose trois instruments qui au final auront un effet multiplicateur sur l'activité économique :

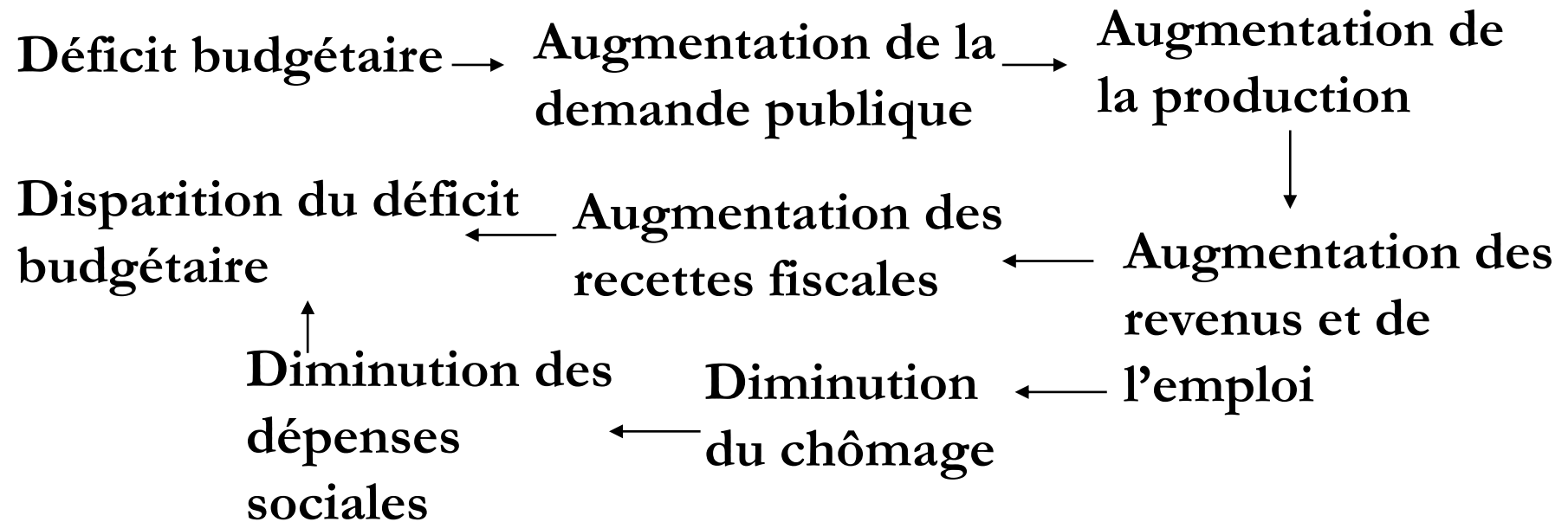
- il faut augmenter les revenus des personnes modestes car elles ont une propension à consommer plus forte que les personnes aisées.

- il faut diminuer les taux d'intérêts pour inciter les ménages à consommer et les entreprises à investir.

Ces deux instruments risquent de se heurter aux comportements individuels (exemple du comportement d'épargne).

- le seul acteur qui puisse avoir vraiment une action décisive est l'Etat (les pouvoirs publics en général). Celui-ci doit augmenter la dépense publique, faire des grands travaux, des investissements...

Il doit donc accepter un déficit budgétaire en temps de crise économique. Le schéma est alors le suivant :



On appelle cela en économie le multiplicateur d'investissement

Le multiplicateur keynésien



Keynes pose alors le principe du solde budgétaire de plein emploi : on peut calculer le niveau de déficit budgétaire nécessaire à un moment donné pour parvenir rapidement à faire disparaître le chômage involontaire.

Cette disparition correspond à ce que l'on appelle le PIB potentiel : le PIB tel que tous ceux qui souhaitent travailler puissent le faire. On peut donc calculer ce que seraient les recettes fiscales dans cette situation, donc les dépenses.

Par exemple : en France le PIB est de 2 229 milliards € et nous avons (au moins) 4 millions de personnes souhaitant travailler.

Le PIB potentiel est estimé à 2 500 milliards soit 271 milliards de plus.

Le multiplicateur d'investissement est estimé à 3. cela veut dire que pour 100 € investis par l'Etat le PIB augmente de 300. Pour parvenir à 271 milliards de plus il faudrait donc accepter un déficit budgétaire de 90 milliards € (76 milliards en 2016).

Attention : il faut remarquer que pour Keynes ce déficit doit bien se traduire par un investissement nouveau, et non pas par des dépenses de fonctionnement nouvelles dont l'effet multiplicateur est très faible.

Le problème pour la France est que justement l'essentiel du déficit budgétaire est un déficit de fonctionnement et non pas un déficit d'investissement.

3. Keynes : de la contestation au retour en grâce.

Dans les années 1930, l'incapacité de l'école néo classique à résoudre la crise de 1929 avait précipité sa chute.

Il va en être un peu de même pour les idées keynésiennes dans les années 1970 : elles ne parviennent pas à résoudre les difficultés économiques liées aux chocs pétroliers et on assiste alors au retour des idées libérales.

Trois critiques essentielles sont adressées alors aux idées keynésiennes :

- Keynes raisonne surtout dans le cadre d'une économie relativement fermée où la relance par le déficit budgétaire profite surtout à l'économie nationale.

Mais à partir des années 1960, et encore plus aujourd'hui, les économies sont ouvertes : une relance économique dans un pays profite donc surtout aux économies étrangères.

Ce fut par exemple l'échec de la « relance Mauroy » en 1982 qui provoqua un déficit extérieur massif, un affaiblissement monétaire, sans pour autant réduire le chômage.

- Keynes n'envisage pas vraiment le problème du remboursement du déficit budgétaire, puisqu'il estime que celui-ci se résorbera tout seul du fait de la relance de l'activité économique.

Mais que se passe-t-il s'il n'y a pas assez de relance ? L'accumulation des déficits conduit à l'endettement public et à l'ensemble de ses risques.

A titre d'exemple, la dette publique française atteint aujourd'hui 99.2% du PIB (second trimestre 2017) soit 2231.7 milliards € (33 309 € par français).

A ce niveau la France est donc dépendante à la fois du niveau des taux d'intérêts et de la « bonne volonté » des créanciers internationaux.

- Keynes ne prend sans doute pas assez en compte les réactions individuelles par rapport à ses politiques :

- Les entreprises ne sont pas obligées de produire plus, même si elles reçoivent des commandes publiques.

- Elles ne sont pas obligées d'embaucher plus, même si elles peuvent proposer du travail supplémentaire : les conditions d'embauche peuvent constituer un frein.

- Les ménages peuvent préférer une épargne de précaution plutôt que de consommer plus devant une augmentation de leurs revenus : ici, la crainte du chômage peut entretenir le chômage.

L'ensemble de ces critiques a donc conduit, à partir des années 1970 à un certain échec des politiques keynésiennes, à une augmentation de l'inflation sans effet positif sur le chômage (c'est ce que l'on appelle la stagflation) et à un endettement croissant des Etats, d'où le retour des idées libérales.

Mais en 2009, les idées de Keynes ont largement refait surface : le pays qui est sorti le plus vite de la crise est les Etats-Unis, en appliquant les idées de Keynes : baisse des taux d'intérêts (proches de zéro), soutien de la banque centrale à l'investissement et déficit budgétaire massif.

Pendant ce temps, l'Union européenne maintenait une politique libérale.

8 ans après, le chômage aux Etats-Unis est autour de 4.5% et la croissance de 3%, alors que dans la zone euro le chômage est encore de 9.5% et la croissance de 1.8%.

Sur le plan international, beaucoup souhaitent un « keynésianisme à l'échelle mondiale », c'est-à-dire des plans d'investissement (climat, électrification de l'Afrique...) susceptibles à la fois de relancer l'activité économique dans le monde et lutter contre les déséquilibres.

Mais il faudrait pour cela une autorité mondiale légitime.